

JUSTICE, PAIX, TRAVAIL Décryptage d'une devise érodée

La devise du Congo contemporain, *Justice, Paix, Travail*, a remplacé, en 1964, *Travail et Progrès* de l'ère coloniale qu'accompagnait *l'Union fait la force* de la Belgique. La double devise du Congo Belge s'était donc contentée de conserver la devise de l'EIC (*Travail et Progrès*) à laquelle était juxtaposée celle de la Belgique. Finalement, de ces éléments, le Congo indépendant ne garda que la référence au *travail*, auquel ont été ajoutés les mots *Justice et Paix*, du moins jusqu'en 1997. De 1997 à 2006, elle devint *Démocratie, justice, unité*, avant d'être confirmée en *Justice, paix, travail*, à partir de 18 février 2006. De la période léopoldienne à nos jours, le « travail » est donc l'élément permanent, auquel ont été ajoutées deux autres valeurs cardinales [...] : « la justice et la paix ».¹

Alain NZADI-a-
NZADI, Jésuite.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

L' édition 2017 des Journées Sociales du Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS) a revisité à nouveau frais la devise nationale de la RD Congo : *Justice, Paix, Travail*.

Le Petit Larousse définit une devise comme *une brève formule qui caractérise le sens symbolique de quelque chose, ou qui exprime une pensée, un sentiment, une règle de vie, de conduite*. C'est dire que la devise d'une nation charrie des valeurs que les citoyens de cette nation entendent promouvoir par-dessus tout afin d'atteindre un mieux-être profitable au plus grand nombre.

La RD Congo, pour sa part, a voulu exprimer son désir de construire une nation radieuse par une devise qui se décline en trois concepts mobilisateurs : *Justice, Paix, Travail*. Trois concepts qui définissent l'idéal que la RD Congo

1 I. Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo. Des origines à la République Démocratique*, Kinshasa, Afrique Editions, 2008, p. 40.

entend poursuivre : construire une nation où la justice est accessible à tous, dans un environnement paisible, et où les citoyens, tirant profit d'immenses potentialités du sol et du sous-sol congolais, ont un travail rémunérateur et susceptible de leur accorder une existence décente.

Force est de constater, cependant, que ces trois concepts mobilisateurs sont autant de défis à relever, au regard du paysage sociopolitique et sécuritaire du pays depuis plus d'une décennie. C'est donc non sans raison que le CEPAS a choisi de décrypter les valeurs constitutives de cette devise congolaise dont les défis de tous ordres ne cessent d'éroder la substance au jour le jour. « Aujourd'hui, écrit Kaumba Lufunda Samajiku, commentant la devise de la RD Congo, nous avons soif et faim de Justice, de Paix et de Travail. »²

Justice. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que l'appareil judiciaire congolais a véritablement du pain sur la planche en matière de régulation de la vie sociale. L'on crie souvent à l'impunité ou à l'absence d'égalité de tous devant la loi. Et à ces rides qui ternissent déjà l'image de la justice congolaise s'ajoutent, depuis quelque temps, des évasions massives des prisonniers à travers le territoire national, semant une psychose indescriptible dans le chef des populations apeurées. Et la chasse aux évadés qui s'ensuit occasionne des bavures policières, où des innocents sont parfois arrêtés arbitrairement et/ou maltraités.

Sans nous lancer dans le débat sur l'ordre d'occurrence des valeurs constitutives de notre devise nationale, l'on constate que la Constitution du 18 février 2006 place la *justice* en première position dans l'énoncé de cette devise.

Ce n'est pas anodin que Jacques Djoli, dans sa conférence sur le *Mapping Report et la justice transitionnelle*, rappelle que la justice est la condition première et ultime qui crée les possibilités de la paix sans laquelle le travail générateur du développement et du progrès n'est en aucun cas garanti. Sans justice, renchérit-il, il n'y a pas de paix, et sans paix il n'y a pas de travail, et sans travail il ne faut espérer un quelconque développement. Paulin Manwelo, qui s'interroge sur le sens de la justice, s'appuyant sur Platon, Aristote et John Rawls, partage le point de vue de Djoli sur la primauté de la justice dans la construction d'une nation solide et prospère. Pour lui, il faut prendre au sérieux le paradigme de la justice comme ce qui doit réglementer notre vivre ensemble.

Le chaos dans lequel les situations d'injustice sociale plongent certains états africains ne vient-il pas rappeler l'importance capitale que l'on devrait accorder à la justice comme valeur cardinale par excellence pour un meilleur vivre ensemble ? Ce besoin de justice comme valeur

2 Kaumba Lufunda Samajiku, *Fiers d'être Congolais. Les symboles de notre identité*, Kinshasa, Editions Noraf, 2014, p. 66.

régulatrice de l'ordre social et comme valeur politique par excellence transparait aussi en quelque sorte dans le portrait que Léon de Saint Moulin dresse de *la perception de l'état par la population*. La population, fait-il remarquer, ne demande pas moins d'intervention de l'État, mais elle désire surtout un Etat démocratique avec des dirigeants épris de notions de justice, d'honnêteté et de paix.

Paix. C'est la seconde valeur que notre devise met à l'avant-plan. Mais que constate-t-on autour de nous ? L'histoire de la RD Congo est jalonnée de conflits de tous ordres. Depuis l'indépendance à ce jour, le nombre de conflits armés et/ou interethniques donnent le tournis. Des millions de citoyens y ont laissé leur vie, comme on peut le lire dans le Mapping Report sus-évoqué et qui a recensé des cas de crimes graves commis souvent dans une sorte d'indifférence et de léthargie de la communauté aussi bien nationale qu'internationale. Une fois de plus, l'on constate que la deuxième valeur prônée par notre devise nationale depuis plusieurs décennies est aux antipodes de ce qui rythme la vie du pays. Quel galvaudage d'une valeur aussi noble ! Quels souvenirs tragiques du sang de nos concitoyens inondant nos campagnes et nos villes !

Et la remontée de l'histoire, jusqu'aux premières heures de l'indépendance congolaise, qu'opère Vital Kamerhe dans sa conférence sur *les négociations pour la paix en RD Congo*, fait apparaître le cycle infernal, tel un cercle vicieux, des conflits récurrents et des négociations, souvent stériles, qui s'ensuivent, n'engendrant, dans la plupart des cas, qu'une paix éphémère. L'on a l'impression, affirme-t-il, que depuis l'indépendance, l'histoire se répète. Une impression partagée par Laurent Monsengwo qui livre, dans ce numéro de *Congo-Afrique*, son expérience de la Conférence Nationale Souveraine ouverte en Août 1991. L'histoire de notre pays, regrette-t-il, bégaye mais se répète.

Récemment encore, les tueries à répétition dans plusieurs coins de l'Est du pays, l'insécurité au centre du pays (région du Kasai) et dans la capitale Kinshasa, résonnent dans nos mémoires comme autant de coups portés à la valeur *paix* contenue dans la devise nationale.

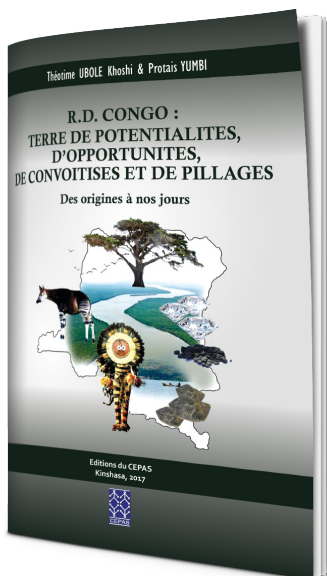
Travail. Si l'on s'en tient à l'ordre adopté par la devise nationale, le travail apparaît comme le couronnement d'un état de droit, où règne la paix et où ce travail, déclencheur du progrès, est finalement possible. Si les deux premières valeurs de la devise nationale semblent s'éroder au jour le jour, au contact des défis que nous venons d'évoquer, la dernière valeur ne fait pas mieux. La conférence de Daniel Mukoko dresse un constat amer : il y a déstructuration de l'économie et instabilité institutionnelle, lesquelles génèrent une floraison de sous-emplois. Pour tout dire, l'emploi, dans notre pays, n'est pas en mesure d'offrir des conditions de vie décentes à la majorité des Congolais. Même les

universitaires doivent souvent se *débrouiller* dans le secteur informel qui, du reste, est extrêmement fragile.

Reconnaissons-le : il y a du pain sur la planche. Les valeurs qui fondent la devise nationale s'effilochent au jour le jour ; elles s'érodent au contact de la réalité nationale. Ces valeurs constitutives de la devise nationale ne semblent plus être une préoccupation des gouvernants. Ou, si elles le sont, les réponses aux défis qu'elles soulèvent ne sont ni adéquates ni à la hauteur des ambitions d'un pays aussi grand que la RD Congo, qualifié de scandale géologique et culturel.

Quelle est la pertinence d'une devise si elle ne peut plus mouvoir et mobiliser les citoyens et leurs gouvernants ? C'est peut-être une mission de plus que les élus du peuple, eux qui ont reçu le pouvoir de *vouloir et de faire pour le peuple*, comme le souligne Aubin Minaku dans la conférence inaugurale des Journées Sociales, auront à cœur de remplir, à savoir, étudier les voies et moyens de contraindre l'exécutif congolais à redonner de l'étoffe à la devise nationale en matérialisant les valeurs qui la sous-tendent et qu'elle veut promouvoir : **justice, paix et travail**. ■

Vient de paraître aux Éditions du CEPAS !



**R.D. Congo : Terre de potentialités,
d'opportunités, de convoitises et de pillages**

Des origines à nos jours

(Théotine UBOLE Khoshi et Portais YUMBI)

Disponible à la Librairie du CEPAS

DISCOURS D'OUVERTURE DES JOURNÉES SOCIALES (6-8 MARS 2017)

Excellences,
Honorables,
Messieurs les conférenciers et les modérateurs de ces Journées Sociales,
Chers membres et collaborateurs du Centre d'Études pour l'Action Sociale,
Chers participants aux Journées Sociales, édition 2017,
Distingués invités en vos titres respectifs,

Justice, paix, travail : fondement d'un ordre social pour le peuple

Voilà le thème autour duquel le Centre d'Études pour l'Action Sociale, CEPAS en sigle, voudrait consacrer ces trois jours de réflexion.

Mais permettez-moi, d'entrée de jeu, de m'acquitter d'un agréable devoir, au nom du Père Provincial des Jésuites d'Afrique Centrale, José Minaku (empêché), en vous souhaitant à tous et à toutes, la bienvenue chez nous au CEPAS.

Justice, paix, travail...c'est, comme vous le savez, la devise de notre cher et beau pays, la République démocratique du Congo.

Une devise, pour reprendre la définition qu'en donne le dictionnaire, c'est la formule qui résume la règle de morale ou de conduite (d'une personne ou d'un groupe) ; et dans notre cas, d'un pays.

Aussi n'est-il pas saugrenu de revisiter sous un jour nouveau, et eu égard aux défis colossaux auxquels se trouve encore confronté notre pays, cette devise qui nous meut, nous mobilise et nous émeut, pourquoi pas, comme peuple d'une même nation ; ce qui, en quelque sorte, constitue le socle de notre agir commun, comme peuple d'une même patrie.

Justice, paix, travail, trois substantifs chargés de symboles et d'histoire, mais en même temps qui nous investissent d'un devoir en tant que fils et filles de ce pays, celui de construire une nation où règnent la justice et la paix pour tous, et où le travail n'est pas une denrée rare mais un plat accessible à tous.

Excellences,
Honorables,
Chers participants aux Journées Sociales Édition 2017,
Distingués invités en vos titres respectifs,

C'est pour confronter cette belle devise à l'agir congolais politique et social que le Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS) vous a conviés à ces Journées.

Et pour nous aider dans ce noble exercice de pensée :

- L'honorable Président de l'Assemblée Nationale, Aubin Minaku, tentera de décrypter le paradoxe et les contours de la représentation ;
- Le Professeur Léon de Saint Moulin nous aidera à analyser la perception de l'État par la population congolaise ;
- L'honorable Jacques Djoli, au deuxième jour de nos assises, partira du *Mapping Report* pour chuter sur la justice transitionnelle en RD Congo ;
- L'honorable Vital Kamerrhe revisitera, le même jour, les méandres des négociations pour la paix et, enfin, au troisième jour,
- Le Professeur Daniel Mukoko Samba montrera comment le travail constitue la base d'un ordre social plus juste et mieux valorisant.

Vous l'aurez remarqué, les sujets sont captivants.

Que le CEPAS, à travers les conclusions de ces Journées et les échanges que j'espère fructueux et constructifs, revalorise aussi le sens de son nom : un centre d'études capable d'impulser le changement social dans notre pays, pour le bien-être de tous !

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un agréable séjour parmi nous et surtout de fructueux échanges à ce rendez-vous de l'esprit, du donner et du recevoir.

Sur ce, je déclare officiellement ouvertes les Journées Sociales du CEPAS, édition 2017 !
Je vous remercie !

Alain NZADI-a-NZADI, S.J.
Directeur du CEPAS